

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE**RENDRE LES MARCHÉS DE CAPITAUX À LEURS PARTICIPANTS NATURELS**

Bruxelles, le 6 mai 2015 – Depuis que l'idée d'une Union des marchés de capitaux (UMC) a été relancée en juillet 2014, il semble y avoir un très large consensus sur le fait que l'élargissement et le renforcement des marchés européens de capitaux – conçus comme l'indispensable complément au secteur bancaire coûteux et en difficulté dans l'optique du financement de l'économie européenne – seront essentiels pour réaliser la croissance que l'Europe recherche jusqu'ici en vain. En revanche, les idées divergent réellement quant à la forme définitive de cette Union, étant donné qu'elle reste à ce jour « un concept en voie d'élaboration ».

Tandis que les responsables politiques européens commencent à se pencher sur les détails de cette nouvelle Union, Guillaume Prache, directeur général de Better Finance, souligne que « *pour que l'Union des marchés de capitaux soit un succès, les citoyens européens – qui sont aussi des investisseurs et des épargnants particuliers, doivent être au cœur de ce projet européen* ».

La Commission européenne a elle-même affirmé que les ménages européens sont la principale source de financement à long terme de l'économie réelle. Malgré cette prise de conscience, les citoyens européens courent le risque d'être mis sur le côté et ignorés par les futurs architectes de l'UMC, en raison de leur aversion pour le risque et de la priorité qu'ils donnent au court terme.

C'est tout à fait absurde estime M. Prache : « *Les ménages européens placent 62% de leur épargne dans des produits d'investissement à long terme et les petits investisseurs sont encore plus nombreux à privilégier les petites et moyennes capitalisations aux actions à grande capitalisation. Preuve que les ménages européens craignent moins le risque et sont davantage orientés 'long terme' que les investisseurs institutionnels, contrairement aux idées reçues* ».

Au fil des années, l'économie européenne a versé dans un capitalisme de type financier qui a fait disparaître le lien entre les détenteurs et les émetteurs de titres (l'économie réelle) et placé le pouvoir décisionnel de plus en plus entre les mains des intermédiaires financiers – des « propriétaires d'agence ». Pour Better Finance, il est temps de « rendre les marchés de capitaux à leurs participants naturels » si l'on veut que l'UMC ait une quelconque chance de renforcer l'économie réelle.

Arrivés à un tournant, il nous faut choisir entre laisser les marchés de capitaux entre les mains d'une poignée d'institutions financières ou saisir la chance unique qui s'offre à nous de reconsidérer le mode de fonctionnement de ces marchés, de réunir les différents acteurs du marché et de restaurer enfin la confiance.

Pendant trop longtemps, les petits investisseurs et épargnants ont été évincés des marchés d'actions et incités à opter pour des produits de détail affichant de médiocres performances. Fragmentation des marchés d'actions oblige, les petits épargnants et les petits investisseurs ont pour ainsi dire uniquement accès aux informations relatives aux places réglementées et aux transactions sur ces marchés, alors que la majeure partie des transactions sont à présent réalisées dans l'ombre, par des acteurs « professionnels ».

Pour assurer la croissance à long terme, il est capital de réhabiliter les placements en actions et de garantir des règles du jeu équitables pour tous les acteurs du marché. Une Union des marchés de capitaux peut être une excellente chose et tous les acteurs intéressés doivent s'associer à sa mise en place. Si elle peut contribuer à rétablir les liens entre les entreprises et les projets qui ont besoin de capitaux et ceux qui les détiennent et qui souhaitent les investir, cette Union pourrait bien réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés.

Naturellement, permettre à nouveau l'accès aisé des petits investisseurs aux marchés d'actions n'éliminera pas la nécessité d'améliorer les rendements nets à long terme des produits d'investissement de détail « packagés ». Afin de diversifier les risques et de bénéficier de l'expertise en matière de gestion d'actifs, ces produits resteront et devront rester les principaux véhicules d'investissement à long terme des particuliers. Dans cette optique, il sera donc indispensable de résoudre le problème de l'absence d'informations appropriées, claires et fiables sur le prix des investissements packagés (frais totaux) et les performances nettes réelles... futures et passées.

Better Finance soutient la création d'une Union des marchés de capitaux qui remettra les marchés d'actions à la place qui est la leur tout en contribuant à faire baisser les coûts facturés par les intermédiaires qui se trouvent entre l'investisseur et les entreprises de l'économie réelle.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE – UNE UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET LES CITOYENS : Better Finance a invité les parties prenantes à examiner le concept d'une Union des marchés de capitaux lors de la conférence internationale qu'elle a organisée le 6 mai à Bruxelles. Lord Hill, commissaire à la stabilité financière, aux services financiers et à l'Union des marchés de capitaux, y a prononcé un discours, ainsi que d'autres éminentes personnalités tels que les députés européens Philippe de Backer, Markus Ferber, Elisa Ferreira, Sven Giegold et Morten Messerschmidt, et Olivier Guersent (DG FISMA), Rainer Riess (FESE, la Fédération des bourses européennes), Richard Wane (Vanguard Group), David Wright (OICV) et Manuela Zweimueller (AEAPP).

Document d'information : « Une Union européenne des marchés de capitaux pour la croissance, l'emploi et les citoyens » - document en annexe.

Contact :

Arnaud Houdmont - Chief Communications Officer

Téléphone - 0032 (0)2 514 37 77 | courriel - houdmont@betterfinance.eu